

PROVISOIRE

E/2006/SR.19
27 mars 2009

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Session de fond de 2006
Débat consacré aux questions de coordination

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA 19^{ème} SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le vendredi 7 juillet 2006, à 10 heures

Président : HANNESSON (Islande) (Vice-Président)

SOMMAIRE

La croissance économique durable pour le développement social,
notamment l'élimination de la pauvreté et de la faim (*suite*)

*Table ronde sur les politiques permettant de parvenir à la
croissance économique, à la réduction de la pauvreté et au
développement : enseignements tirés, défis et possibilités*

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

GE.06-62668 (F) NY.07-34784 (F)

*En l'absence de M. Hachani (Tunisie),
M. Hannesson (Islande), Vice-président, prend la
présidence.*

La séance est ouverte à 10 h 15.

La croissance économique durable pour le développement social, notamment l'élimination de la pauvreté et de la faim (suite) (E/2006/56)

Table ronde sur les politiques permettant de parvenir à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et au développement : enseignements tirés, défis et possibilités

Le Président dit que dans son rapport (E/2006/56) le Secrétaire général souligne qu'il est important d'aborder de façon globale les questions sociales et économiques et d'adapter les politiques aux situations spécifiques. Il met également en lumière les conséquences des politiques mondiales sur la réalisation des objectifs de développement national. Le débat sera essentiellement consacré aux politiques, notamment aux solutions de rechange favorables aux pauvres, centrées sur le développement humain et sur l'expérience des partenaires de développement et des pays en développement.

M. Kiwanuka (Ministre d'État aux finances, à la planification et au développement économique de l'Ouganda) dit que le mécanisme qui permet à son pays d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement est le Plan d'action pour l'élimination de la pauvreté, lancé en 1997 en réponse à la demande d'investissements plus importants dans le secteur social. Dans le cadre de ce plan le Gouvernement ougandais s'attache à réduire de 10 % l'incidence de la pauvreté d'ici à 2017 par rapport à la cible de 28 % d'ici à 2015 fixée par les objectifs du Millénaire pour le développement. Des progrès importants ont été réalisés dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et le Gouvernement ougandais mène une politique active dans ces domaines en vue d'atteindre l'objectif visé d'ici à 2015. Grâce à sa politique concernant l'enseignement primaire universel, le nombre d'enfants scolarisés dans l'enseignement primaire est passé de 2, 5 millions à 7, 5 millions entre 1997 et 2005, et l'Ouganda est en bonne voie pour atteindre l'objectif 2 du Millénaire pour le développement d'ici à 2017. Cette politique a contribué non seulement à réduire les taux d'écart de pauvreté mais elle a également éliminé l'écart entre

garçons et filles dans l'enseignement primaire si bien que les efforts peuvent à présent porter sur l'enseignement secondaire. Le Gouvernement ougandais est bien conscient que, malgré la mise en œuvre d'une stratégie visant à réduire la mortalité maternelle et infantile, il est nécessaire d'améliorer les réalisations de l'Ouganda face aux défis posés par les objectifs 4 et 5 du Millénaire pour le développement. Grâce à une direction dynamique et à une grande importance accordée à la prévention et à une approche multisectorielle, l'Ouganda a pu ramener le taux de prévalence du VIH/sida de 20 % en 1991 à 7 % en 2005, et en 1996 il a déjà atteint l'objectif du Millénaire pour le développement qui consiste à arrêter la propagation du VIH/sida et à inverser cette tendance. Les progrès réalisés dans le domaine de l'environnement durable portaient notamment sur l'approvisionnement en eau de plus de 50 % de la population dans les zones tant rurales qu'urbaines, l'amélioration continue des installations sanitaires et d'autres programmes de gestion de l'environnement tels que la plantation d'arbres. D'après l'expérience de l'Ouganda, des investissements dans tous les secteurs, et pas seulement le secteur social, sont essentiels pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Une bonne gouvernance, la paix et la sécurité sont également cruciales pour la croissance économique et le développement durable. Le système politique et administratif décentralisé de l'Ouganda est devenu une référence pour le reste de l'Afrique. Récemment l'Ouganda a organisé avec succès des élections présidentielles, législatives et locales multipartites, et des négociations de paix sont actuellement en cours avec Lord's Resistance Army en vue d'assurer la paix et la stabilité dans le nord du pays.

En ce qui concerne les partenariats mondiaux, l'Ouganda a ratifié le traité pour l'établissement de la Communauté d'Afrique de l'Est, et il a signé des accords avec l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe, et il poursuit ses efforts d'intégration économique au niveau régional. L'Ouganda a été le premier pays à obtenir des points d'achèvement pour l'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, ce qui lui a

permis d'obtenir des progrès importants dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

L'Ouganda est actuellement confronté à une crise grave dans le domaine de l'énergie, due à divers facteurs, notamment une sécheresse qui a réduit de trois mètres le niveau du lac Victoria. Le Gouvernement ougandais a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle s'acquitte des engagements pris au sommet du G8 à Gleneagles en 2005. Si l'Ouganda reconnaît avec gratitude l'annulation de la dette consentie récemment par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), il estime néanmoins qu'une importance plus grande doit être accordée à l'aide au commerce. Pour sa part l'Ouganda continuera d'investir dans la mise en place d'institutions durables et fonctionnelles qui sont une condition préalable à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

M. Harvey (Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni) dit que la coopération du Département avec la Banque mondiale, l'Agence française de développement et le Ministère fédéral de la coopération économique et du développement de l'Allemagne au projet intitulé « Operationalizing pro-poor growth » a permis de tirer trois enseignements. En premier lieu la croissance économique est le moyen le plus important pour tirer la population de la pauvreté en lui assurant un revenu, en lui donnant un emploi convenable qui lui permet de mener une vie épanouie et de donner des soins adéquats à ses enfants, et en développant l'économie pour permettre au gouvernement de s'assurer des recettes qui lui permettront de fournir des services publics. En deuxième lieu la réduction des inégalités permet aux pauvres de participer à la croissance et renforce l'impact futur de celle-ci. Les pays où règnent de fortes inégalités sont pris dans un cercle vicieux du fait que les inégalités réduisent les bienfaits de la croissance. En troisième lieu la réduction de la pauvreté de façon durable permet d'assurer une croissance aujourd'hui qui ne se fait pas au prix de dégâts environnementaux futurs. Du fait que les taux de croissance varient considérablement dans différentes parties du monde et qu'ils sont particulièrement faibles en Afrique, on peut supposer que la croissance contribue généralement à la réduction de la pauvreté et que des corrélations existent entre croissance et inégalités.

L'objectif de la croissance favorable aux pauvres comporte donc cinq défis. En premier lieu les pays pauvres doivent parvenir à une croissance plus rapide en favorisant la stabilité économique et une bonne gouvernance, en luttant contre la corruption, en réduisant les obstacles au commerce et en investissant dans l'infrastructure et en améliorant l'agriculture. En deuxième lieu il faut porter une grande attention à l'équité en veillant à ce que les pauvres puissent tirer profit de la croissance grâce à un meilleur accès aux possibilités économiques. En troisième lieu la croissance doit être fondée sur l'utilisation durable des ressources naturelles. En quatrième lieu, la réforme du système commercial international est nécessaire si l'on veut que la capacité des pays pauvres à participer au commerce ne soit pas entravée par le protectionnisme et des règles injustes. En cinquième lieu il est important de gérer les migrations internes et internationales qui sont inséparables de la croissance pour que les pauvres puissent en tirer le meilleur parti.

La croissance favorable aux pauvres et la croissance économique plus générale sont liées. Or, d'après une étude effectuée récemment par la New Economics Foundation du Royaume-Uni, chaque dollar de croissance favorable aux pauvres nécessite 166 dollars de production et consommation mondiales. D'aucuns affirment que la solution réside dans l'accroissement de l'importance des avantages économiques et soutiennent que les prédictions concernant les « limites à la croissance » se sont toujours révélées erronées dans le passé. Cependant les limites locales à la croissance, telles que les pénuries d'eau, commencent à devenir évidentes et elles seront exacerbées par l'augmentation des températures mondiales. Il s'ensuit que des mesures sont nécessaires pour veiller à ce qu'une part accrue de la croissance économique revienne et profite aux pauvres et pour renforcer l'efficacité de l'utilisation des ressources, en particulier de l'eau et de l'énergie, et de la productivité biologique.

D'un point de vue économique, il y a un certain nombre de priorités pour la croissance favorable aux pauvres : l'accès amélioré aux marchés et des coûts de transaction réduits, des droits de propriété bien définis, un environnement propice aux investissements, des politiques commerciales et de prix appropriées, une gestion efficace des risques et un accès plus important aux infrastructures. En ce qui concerne le domaine social ou des emplois convenables, il faut également

inclure : l'éducation, en particulier pour les filles, la réglementation du marché du travail, notamment des migrations, les transferts sociaux et les filets de sécurité. Enfin les priorités dans le domaine de l'environnement sont les suivantes : l'accès accru à l'énergie pour les pauvres, un accès amélioré à l'eau et l'utilisation plus efficace de l'eau, de meilleures technologies agricoles, une meilleure gouvernance des ressources, l'utilisation d'énergies propres et des mesures permettant de faire face aux changements climatiques.

Il est évident que le système international a un rôle très important à jouer dans tous les domaines susmentionnés en appuyant les stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Il faut des activités des Nations unies plus efficaces et plus cohérentes au niveau des pays, qui sont conformes aux stratégies nationales et coordonnées avec les autres organisations bilatérales et multilatérales. Mais ceci implique également une coordination plus grande aux niveaux des pays, régional et international, notamment pour les questions d'intérêt mondial telles que le commerce et les changements climatiques.

M^{me} Lustig [Bureau de la politique du développement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)], prenant la parole sur la question de la contribution de l'aspect économique du développement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dit que quatre principes fondamentaux doivent guider les stratégies nationales de développement : l'inclusion de politiques spécifiques permettant d'atteindre ces objectifs, qui ne dépendent pas uniquement ou principalement de la croissance économique « à effet de diffusion », qui était manifestement un échec, la réalisation d'une cohérence importante entre les politiques de croissance macroéconomique et les politiques permettant d'atteindre les OMD, la sélection de politiques favorables aux pauvres au moins à long terme et l'établissement de normes minimales pour tous les groupes de populations et régions, qui ne se fondent pas uniquement sur les moyennes nationales d'indicateurs tels que l'éducation ou la mortalité infantile.

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) comprennent des objectifs qualitatifs et quantitatifs, certains généraux, d'autres spécifiques, et certains mettant davantage l'accent sur les pays en développement que sur les pays

développés. Il existe deux conceptions du processus de développement : selon la première, la croissance aboutit au développement humain et à la réduction de la pauvreté; pour la deuxième, le développement humain et la réduction de la pauvreté débouchent en dernière analyse sur la croissance. Les objectifs du Millénaire pour le développement ne sont pas une fin en soi mais ils peuvent être un moyen d'atteindre une croissance plus grande à long terme. Ils se fondent sur la théorie selon laquelle les investissements dans le capital humain et l'élimination des pièges de la pauvreté monétaire aboutissent à une croissance accrue, théorie confirmée par des données empiriques qui indiquent une forte corrélation entre la nutrition, la santé et la croissance économique. De fait, on a postulé que l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition a contribué à un tiers de la croissance au Royaume-Uni entre 1860 et 1960. Il est donc important, lorsqu'on considère les données tant théoriques qu'empiriques, de prendre en considération tous les aspects de la croissance. Les investissements dans les services sociaux sont donc essentiels à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et la croissance économique.

Les recherches cèdent de plus en plus le pas aux stratégies concrètes qui appellent la définition de priorités dans les stratégies nationales, l'identification des contraintes pesant sur les connaissances institutionnelles, les normes sociales et l'instabilité politique, ainsi que la sélection soigneuse d'interventions, l'estimation de leur coût et l'allocation des ressources nécessaires compte tenu des inévitables compromis. Les approches actuelles, à savoir celle des élasticités de la pauvreté, la maquette de la Banque mondiale pour la simulation des OMD, l'approche de l'évaluation des besoins et celle des interventions fondées sur des données objectives, ont chacune leurs forces et leurs faiblesses. Seul un exercice heuristique permettra aux pays de prendre en compte d'une part les contraintes pesant sur la croissance qui découlent de la demande, comme par exemple celles qui sont liées au comportement, aux normes, aux faibles aspirations et aux difficultés financières, et d'autre part les contraintes imposées par l'offre telles que la pénurie ou la qualité médiocre des ressources humaines et physiques ou l'absentéisme.

M. Tandon (Directeur exécutif du Centre du Sud), prenant la parole sur d'autres approches de développement, dit que le développement est un terme

que se donnent ceux qui le recherchent. Le développement n'est pas quelque chose qui leur est imposé de l'extérieur, et il n'est pas non plus limité au bien-être économique. C'est un phénomène extrêmement complexe, qui plonge ses racines dans l'histoire, la géographie, les institutions politiques et gouvernementales, la culture et les systèmes de valeurs des sociétés et il ne peut être réduit à la logique implacable de la politique économique ou commerciale. Tout pays a le droit de déterminer son destin. Bien que les pays du Sud, autrefois colonies du Nord, aient acquis leur indépendance politique, leur économie est encore enracinée dans une structure asymétrique archaïque.

Le modèle d'équilibre général, avec sa logique circulaire fondée sur certaines hypothèses, ne peut être réfutée en raison même de sa circularité et il est devenu un outil qui permet aux institutions mondiales telles que le FMI, la Banque mondiale et certaines organisations régionales de légitimer leurs stratégies. Les pays du Sud doivent adopter la politique que les pays industrialisés ont menée à leurs débuts : contrairement aux injonctions des partisans du libre-échange, l'État a un rôle bien précis à jouer dans les pays en développement en encourageant l'industrialisation du pays, y compris l'utilisation de tarifs douaniers et de subventions du fait que le droit au développement est garanti dans les droits reconnus par les Nations Unies. Les pays en développement ne doivent pas accepter l'aide, des modalités d'allègement de la dette ou l'assistance technique si ces derniers sont utilisés par les pays industrialisés comme moyen de pression pour faire accepter des accords commerciaux préjudiciables à leurs intérêts.

Étant donné que la souveraineté sur les ressources est cruciale pour le développement, les peuples du Sud doivent être les véritables propriétaires de leur ressources. À cette fin, les gouvernements des pays en développement doivent, individuellement et collectivement, négocier avec les entreprises multinationales et les pays occidentaux la restitution, en 10 ou 15 ans, des ressources abondantes de ces pays aux populations concernées.

M. Sow (Guinée) dit que dans son pays, comme dans la plupart des pays d'Afrique au sud du Sahara, la pauvreté s'est aggravée ces dernières années. On estime que 53 % de la population sont pauvres et qu'il existe des différences importantes entre les régions et les zones rurales et les zones urbaines. Le taux

d'inflation a été multiplié par cinq depuis 2002, ce qui a encore réduit le pouvoir d'achat. Une grande partie de la population est au chômage ou au mieux occupe des emplois précaires. La mauvaise situation économique est due en grande partie aux conflits qui sévissent dans les pays voisins et aux attaques perpétrées par les rebelles contre la Guinée elle-même en 2000 et en 2001. La Guinée a accueilli un million de réfugiés, soit environ un dixième de sa population. Par ailleurs les recettes provenant des exportations de bauxite et d'autres produits ont considérablement diminué, passant de 250 millions de dollars des États-Unis par an dans les années 90 à moins de 100 millions de dollars, et la dette extérieure du pays est devenue accablante.

En conséquence, les perspectives de développement ont été ébranlées, et les chances d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement sont faibles. Les tensions sociales se sont aggravées. Les syndicats rejettent les normes de gouvernance économiques et financières mises en place par le gouvernement sur l'ordre du FMI et de la Banque mondiale. Dans une situation aussi critique, il est impossible de lutter contre la pauvreté dans la société ou même dans la population active sur la base des niveaux actuels de croissance. Il est donc nécessaire que le gouvernement, dans son dialogue avec les partenaires sociaux, réexamine les liens entre la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté.

L'emploi, la croissance et les relations avec les partenaires de développement seront progressivement intégrés dans le programme de développement de la Guinée, en particulier sa stratégie de réduction de la pauvreté. L'utilisation des bilans communs de pays et du Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) offre certainement des perspectives encourageantes, mais l'assistance provenant de la communauté internationale est insuffisante. Pour relever ces défis, la Guinée a besoin d'une assistance internationale continue, en particulier d'un soutien financier et technique des institutions financières internationales.

M. Rimdap (Nigéria) reconnaît, tout comme M. Kiwanuka, que la sécurité alimentaire et la nutrition sont essentielles pour la réduction de la pauvreté et que dans ces conditions il est extrêmement édifiant de noter qu'un tiers de la croissance économique du Royaume-Uni entre 1860 et 1960 est imputable à l'alimentation et à la nutrition. Il est également extrêmement

intéressant d'entendre le représentant de l'Ouganda faire part de l'expérience de son pays pour assurer l'accès universel à l'enseignement primaire et les efforts qu'il déploie pour universaliser l'enseignement secondaire également. Le représentant du Nigéria se demande si les écoles en Ouganda bénéficient de subventions et si la scolarisation est obligatoire. Il souhaite également savoir si les programmes en Ouganda portent également sur l'éducation des adultes et la formation professionnelle.

Faisant observer, comme le représentant de l'Ouganda, que son pays enregistre des progrès très lents dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à la santé, le représentant du Nigéria se demande quels sont les facteurs qui entravent les efforts dans ce domaine. Il reconnaît que les objectifs du Millénaire pour le développement ne peuvent être réalisés par des investissements uniquement dans le secteur social. Du fait que la croissance impulsée par les exportations est le principal moteur de l'expansion économique, la question de l'accès au marché pour les biens et les services produits dans les pays pauvres est extrêmement importante. Le représentant du Nigéria se déclare surpris que M. Tandon soit favorable à l'emploi de tarifs douaniers et de subventions par les pays en développement, ce qui va à l'encontre des lignes directrices des négociations commerciales multilatérales du cycle de Doha. Le représentant du Nigéria se demande si M. Tandon préconise le protectionnisme plutôt que le libre-échange. Les pays en développement insistent depuis des années sur la nécessité pour les pays développés d'ouvrir leurs marchés, préconisant la suppression des subventions et des mesures tarifaires et non tarifaires qui bloquent l'accès de ces marchés.

M. Ould Tolba (Mauritanie) dit que des informations plus précises sont nécessaires sur l'importance de l'éducation pour la croissance économique. Il est vrai que la demande d'éducation est parfois faible, du fait que l'éducation des enfants, surtout des filles, implique une perte de productivité pour la famille. Mais un autre élément est en jeu : le niveau d'éducation des familles elles-mêmes. En général la demande d'éducation est faible dans les populations comptant des taux élevés d'analphabétisme. Les campagnes d'alphabétisation alimentent donc la demande d'éducation. Des analyses concrètes et des modèles spécifiques élaborés par des

spécialistes et approuvés par les organismes des Nations unies et les institutions de donateurs telles que la Banque mondiale doivent guider les efforts visant à assurer le développement social et une croissance économique soutenue qui ont été absents jusqu'ici.

M^{me} Cavaliere (Observatrice de la République bolivarienne du Venezuela) dit que les modèles de développement doivent être axés sur les êtres humains, la dignité humaine, le développement social et l'élimination de la pauvreté et non sur l'expansion économique. La croissance économique n'est qu'un des nombreux moyens permettant l'élimination de la pauvreté et de la faim, qui doit être l'objectif principal et ultime des stratégies de développement.

Le gouvernement vénézuélien mène actuellement une politique visant à lutter contre la pauvreté et à garantir les droits économiques, sociaux et culturels de la population grâce à des mesures concrètes dans le cadre de « missions sociales ». Il a éliminé l'analphabétisme et il a fortement accru l'indicateur du développement humain du pays entre les années 80 et 2005. L'observatrice du Venezuela reconnaît, tout comme M. Tandon, que les peuples des pays en développement doivent exercer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles. La compagnie pétrolière nationale du Venezuela (PDVSA) a apporté des ressources à de nombreux programmes sociaux qui ont eu des répercussions concrètes et efficaces dans la lutte contre la pauvreté.

M^{me} Vuorinen (Observatrice de la Finlande) dit que dans les projets de développement au niveau des pays, les économistes jouent souvent un rôle dominant et ils pensent souvent d'abord à la croissance. Notant l'affirmation faite par M^{me} Lustig selon laquelle les investissements dans les services sociaux contribuent non seulement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement mais qu'ils constituent également une condition préalable à l'expansion économique, l'observatrice de la Finlande demande quel est le rôle que pourrait jouer le PNUD pour renforcer la voix de ceux qui préconisent une telle approche. Par ailleurs, du fait que les économistes manquent de formation dans un certain nombre de domaines, elle demande si le PNUD peut promouvoir une approche multidisciplinaire du développement durable dans ce contexte.

Les efforts déployés pour assurer la croissance économique ne doivent jamais mettre en danger

l'environnement du fait que les pauvres sont particulièrement dépendants des ressources de l'environnement. Pour parvenir à une approche participative qui garantit une croissance favorable aux pauvres, il est essentiel que tous les groupes de population et entreprises bénéficient des retombées du développement économique au niveau local.

M^{me} Hougbedji (Bénin) dit qu'il est extrêmement important que chaque pays trouve sa propre voie de développement tout en tirant des enseignements de l'expérience d'autres pays. Elle demande si la lutte contre la corruption est considérée par les participants comme une condition préalable au développement ou s'il s'agit au contraire d'un objectif à long terme. Il est certes en vogue de parler des mesures de lutte contre la corruption et de bonne gouvernance lorsqu'il s'agit des pays en développement mais la corruption n'est pas un problème qui se pose uniquement dans ces derniers; en fait des sommes astronomiques sont en jeu dans les pays développés.

M. Miller (États-Unis d'Amérique) dit que le débat a fourni au Conseil de nombreux sujets de réflexion, certains stimulants, d'autres plutôt indigestes; dans l'ensemble il a présenté un éventail complexe, large et varié de moyens permettant d'aller de l'avant.

Il est important de dégager un consensus national dans les efforts de développement, et le processus démocratique est un moyen éprouvé pour y parvenir. Les individus et les communautés doivent disposer de la plus grande liberté possible pour adopter l'approche qu'ils considèrent la plus appropriée, du fait qu'ils sont meilleurs juges que leur gouvernement de leurs propres besoins. Il est nécessaire de mettre continuellement à l'essai les idées et les programmes et de les adapter le cas échéant et il est extrêmement important d'assurer la fiabilité des données ainsi que leur présentation honnête. Les débats idéologiques doivent être évités car ils seront presque toujours artificiels et extrêmes.

M. Kiwanuka (Ministre d'État aux finances, à la planification et au développement économique de l'Ouganda), dit en réponse aux questions posées par le représentant du Nigéria, que le système d'enseignement ougandais est financé le gouvernement et ses partenaires de développement. Les dépenses consacrées à l'enseignement sont un poste protégé dans le budget et elles ne peuvent être réduites.

L'enseignement n'est pas obligatoire mais il est gratuit et aucun effort n'est épargné pour encourager les parents à envoyer leurs enfants à l'école. La scolarisation dans l'enseignement primaire est passée d'un peu plus de quatre millions d'élèves à huit millions et le gouvernement ougandais espère transposer cette même réussite à l'enseignement secondaire.

L'éducation est un facteur important pour répondre à la nécessité de développement des capacités humaines de l'Afrique en vue d'assurer le développement humain. Le représentant de l'Ouganda fait observer par exemple que, lorsque le gouvernement ougandais a délégué des pouvoirs aux communautés locales, il n'avait pas pris en considération le fait que souvent ces communautés n'avaient pas les capacités de gestion nécessaires en matière de budgétisation, de comptabilité et d'administration. La formation et l'éducation sont donc essentielles pour veiller à ce que les systèmes de gouvernance fonctionnent convenablement.

Le représentant de l'Ouganda reconnaît, tout comme l'observatrice de la Finlande, que les stratégies de développement doivent être multisectorielles; c'est d'ailleurs cette approche que le gouvernement ougandais a adoptée pour lutter contre le VIH/sida et qui a certainement contribué au succès de cette lutte. Le représentant de l'Ouganda souligne qu'il ne peut y avoir un modèle unique pour la réduction de la pauvreté. Ainsi par exemple le gouvernement ougandais vient de lancer un programme de prêts abordables à de petits groupes de ménages comptant au moins 30 individus en vue d'apprendre aux participants à épargner et à gérer leurs finances.

Abordant la question de la croissance économique et d'éventuelles limites à la croissance, le représentant de l'Ouganda souligne que ce n'est pas la croissance en elle-même qui pose problème. La véritable question est de mettre en œuvre les politiques qui assurent un partage équitable des fruits de la croissance afin que cette dernière puisse contribuer à l'élimination de la pauvreté. Le représentant de l'Ouganda estime qu'on fait trop grand cas de la nécessité de subventions et d'accès au marché et il fait observer que des milliers de produits d'Afrique ont déjà accès aux marchés des pays développés. Il s'agit plutôt d'une question d'offre; les pays d'Afrique doivent veiller à ce qu'ils offrent des produits pour lesquels il y a un marché.

M. Harvey (DFID, Royaume-Uni) dit qu'il est important de promouvoir la croissance favorable aux pauvres, et la communauté internationale doit aborder la question de savoir pourquoi dans certains pays, les taux de pauvreté restent les mêmes ou ont même progressé en dépit de la croissance. Chaque pays est différent et des outils diagnostiques doivent être élaborés pour analyser l'impact de la croissance sur des pays spécifiques. M. Harvey estime que le débat sur la croissance impulsée par la politique économique contre la croissance mue par le développement humain repose sur une fausse dichotomie. La croissance est importante pour le développement mais elle est un moyen qui permet de parvenir à une fin, d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, de promouvoir le développement humain et de déterminer les moyens de promouvoir une croissance plus importante et meilleure.

Un accès amélioré aux marchés pour les produits des pays en développement est un facteur important pour la croissance mais il est également nécessaire que ces pays offrent des produits pour lesquels des marchés existent. C'est la raison pour laquelle M. Harvey appuie l'initiative d'aide au commerce. Il ne pense que la croissance doive être encouragée au prix de la dégradation de l'environnement mais il souligne que, lorsque des dommages à l'environnement se sont déjà produits, il est souvent possible d'y remédier. Les préoccupations écologiques ne doivent pas être considérées comme un fardeau pour l'économie et la croissance économique mais comme un des coûts de la croissance.

M. Harvey est en faveur d'une approche participative où la population elle-même est habilitée à prendre des décisions concernant son développement dans le contexte d'une approche nationale du développement humain et de la croissance. Pour réussir, les partenaires de développement doivent avoir accès à des données détaillées et exactes afin de comprendre la situation véritable sur le terrain; de même ces données doivent être interprétées correctement. Finalement en ce qui concerne la question de la corruption qui est un facteur important dans la mauvaise gouvernance, par exemple dans l'exploitation des ressources naturelles des pays en développement, M. Harvey dit que le développement doit aboutir à la création de conditions où la corruption devient moins acceptable.

M^{me} Lustig (Bureau de la politique du développement du PNUD), répondant aux questions du représentant de la Mauritanie, reconnaît elle aussi que le coût de l'éducation et des soins de santé peut constituer une ponction sur les finances de la famille, non seulement directement mais aussi indirectement par le biais des coûts dit d'opportunité : un enfant scolarisé n'apporte pas sa force de travail à sa famille ou de recettes par son travail. La représentante du PNUD prend note du nouveau programme en Ouganda pour les ménages et elle prie instamment les États Membres d'envisager de mettre en œuvre un programme qui a enregistré des réussites éclatantes dans quelque 40 pays, à savoir le programme de subventions conditionnelles en espèces dans le cadre duquel les familles reçoivent une subvention en espèces si elles envoient leurs enfants à l'école et qu'ils reçoivent des soins de santé et une nutrition adéquate. Ces programmes ont eu des retombées positives importantes, en contribuant à une réduction rapide de la pauvreté, des résultats scolaires sensiblement améliorés et une assiduité scolaire plus grande ainsi que des indicateurs de santé améliorés concernant notamment les niveaux nutritionnels et la mortalité maternelle et infantile. Les pays devraient envisager d'introduire de tels programmes dans leurs stratégies de développement national; ces programmes sont d'un coût modique et produisent des avantages évidents et faciles à évaluer.

Répondant à la question de l'observatrice de la Finlande, la représentante du PNUD dit que le PNUD considère que la croissance économique est importante pour le développement humain. Des programmes tels que les subventions conditionnelles en espèces montrent que les investissements dans les pauvres accroissent la productivité. Cependant il est important de faire preuve de franchise avec les décideurs et de souligner la nécessité d'investissements immédiats dans des programmes dont les conséquences ne seront évidentes qu'à long terme. Ainsi par exemple l'amélioration des niveaux de santé et d'éducation des enfants dont les familles ont participé au programme de subventions en espèces ne sera visible que lorsque ces enfants deviendront des membres actifs de la société.

La représentante du PNUD se déclare quelque peu préoccupée devant le fait que le projet de déclaration ministérielle du débat de haut niveau (E/2006/L.8) semble mettre davantage l'accent sur la

croissance et l'emploi que sur les objectifs du Millénaire pour le développement qui sont si importants pour améliorer la vie de la population et promouvoir une croissance plus importante et améliorée. Reconnaisant la nécessité d'une approche multidisciplinaire, le PNUD envisage de mettre au point un ensemble intégré de services pour offrir aux pays en développement une assistance technique ainsi que des services consultatifs et d'analyse dans des domaines tels que l'économie, la gouvernance, l'environnement et le VIH/sida.

La représentante du PNUD reconnaît, comme la représentante du Bénin, que la corruption est un problème qui sévit tant dans les pays développés que dans les pays en développement, dans les secteurs public et privé. Il est difficile de justifier l'investissement de ressources dans l'éducation ou la santé sans garantie que ces ressources seront utilisées à bon escient. Les efforts de développement doivent donc comprendre des mesures visant à démarginaliser et encourager les partenaires de développement aux niveaux local et communautaire à dénoncer la corruption.

La représentante du PNUD reconnaît, tout comme le représentant des États-Unis d'Amérique, la nécessité de données détaillées et fiables qui permettront d'adapter les programmes en temps réel ainsi que l'importance de la démocratie. La liberté des débats politiques et des changements de gouvernement démocratiques créent également un climat où la corruption peut être identifiée et dénoncée.

Tout comme M. Kiwanuka, la représentante du PNUD estime qu'il faut apporter une attention plus grande à l'identification des opportunités et à l'offre de produits appropriés plutôt qu'aux subventions et à l'accès aux marchés. Grâce à son nouvel ensemble intégré de services le PNUD espère pouvoir aider les pays en développement à identifier les contraintes pesant sur l'offre et tirer parti des marchés existants.

M. Tandon (Directeur exécutif du Centre du Sud) dit que les participants semblent être d'accord sur un certain nombre de points : la nécessité d'une approche participative pour démarginaliser les individus, la conviction que la croissance est un moyen permettant d'atteindre l'objectif du développement humain, la nécessité de disposer de données détaillées et d'éviter les débats idéologiques et l'importance de l'élimination de la corruption. Cependant des différences surgissent

sur la question de savoir comment mettre en pratique ces idées et les rendre opérationnelles. Ainsi par exemple M. Harvey insiste sur le libre-échange et les droits de propriété alors qu'une personne d'un pays du Sud pourrait avoir une perspective différente.

Les données que M. Tandon a fournies dans son exposé sont tirées de la Carnegie Foundation et elles sont différentes des conclusions de la Banque mondiale concernant les mêmes questions. Ces différences peuvent s'expliquer par des approches différentes; les deux institutions ont fondé leur analyse sur le modèle d'équilibre général mais la Banque mondiale a porté son attention essentiellement sur les résultats globaux au niveau des pays alors que les résultats provenant de la Carnegie Foundation ont incorporé les salaires et la dimension du travail, en examinant des secteurs spécifiques de la société. En conséquence, pour la Banque mondiale, la libéralisation de l'agriculture sera généralement bénéfique pour le Brésil alors que d'après la Carnegie Foundation, les conséquences seront positives pour l'aménagement foncier mais négatives pour l'agriculture à forte intensité de main-d'œuvre. Les hypothèses du modèle d'équilibre général, à savoir la liberté de mouvement des facteurs de production et le plein emploi, ne sont pas nécessairement valides en Afrique où le plein emploi n'existe certainement pas.

Répondant aux questions du représentant du Nigéria, M. Tandon dit qu'il n'a pas de préférence idéologique pour le libre-échange ou le protectionnisme. À son avis le choix dépend du pays, de sa géographie, de son niveau de développement et de sa culture. Parfois les circonstances nécessitent un certain degré de protectionnisme; à d'autres moments elles appellent l'ouverture des marchés. Les pays développés ont utilisé à divers moments les tarifs douaniers pour protéger leur économie, et les pays en développement ne doivent pas être privés des instruments que les pays développés ont utilisés lorsqu'ils l'ont jugé nécessaire. M. Tandon cite la situation actuelle du coton : les producteurs les plus importants du monde sont les États-Unis, la Chine et l'Inde mais la majeure partie de leur production est destinée au marché interne; les pays d'Afrique au sud du Sahara sont des producteurs importants de coton destiné à l'exportation mais il leur est difficile d'accéder à des marchés tels que celui des États-Unis où les producteurs locaux sont protégés par des

subventions. Pour résumer M. Tandon préconise une approche concrète et pragmatique.

La séance est levée à 12 h 45.